

M. Dave Dingwall (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources rapporte que:

1. L'EMR n'a pas l'intention de traduire tous les noms de lieux sur les cartes du gouvernement. Toutes les cartes produites par le ministère sont maintenant disponibles soit dans les deux langues officielles, soit dans des publications distinctes de langue française ou anglaise, en conformité avec l'esprit de la loi sur les langues officielles.

En général, le ministère indique seulement le nom officiel fourni par le Comité permanent canadien des noms géographiques et approuvé par les provinces ou les territoires. Cependant, les noms de certains éléments d'une importance nationale sont donnés dans les deux langues (par ex. Fleuve Saint-Laurent/St. Lawrence River).

2. Sans objet. Voir la réponse à la partie 1 ci-dessus.

LA STATION DE RADIO DE LA GARDE CÔTIÈRE À VICTORIA

Question n° 5260—**M. Skelly:**

1. Le directeur de la station de radio de la Garde côtière à Victoria prend-il sa retraite en décembre 1983?

2. Le ministère comblera-t-il cette vacance par un directeur à plein temps nommé à la suite d'un concours normal et sinon, a-t-il l'intention de nommer au poste un directeur suppléant ou temporaire?

3. Si le ministère a l'intention de nommer un directeur suppléant ou temporaire, commence-t-il ainsi à mettre en œuvre un programme qui entraînerait la fermeture éventuelle des stations de radio de la Garde côtière à Victoria, Comox, Alert Bay et Bull Harbour?

4. Le ministère a-t-il chargé un comité d'étudier la fermeture de stations de radio de la Garde côtière en Colombie-Britannique et, le cas échéant, a) quel est son mandat, b) qui en est membre?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): 1. Oui.

2. Oui.

3. Sans objet.

4. Le ministère n'a formé aucun comité dans le but précis d'examiner la fermeture de stations radio de la Garde côtière en Colombie-Britannique.

a) Il y a cependant un comité dont le mandat comprend la préparation d'un plan directeur de secteur pour mettre à jour les services mobiles maritimes de communications radio qu'assurent les stations radio de la Garde côtière sur la côte ouest du Canada.

Le plan directeur est réalisé par une équipe composée de personnel des Télécommunications et de l'Électronique de la Garde côtière canadienne dans les régions et à l'Administration centrale.

b) L'équipe soumet périodiquement des rapports à un comité directeur composé des personnes suivantes:

Président:	Directeur général de la région de l'Ouest, Garde côtière.
Membres:	Directeur des Télécommunications et de l'Électronique, Garde côtière, Ottawa;
	Directeur des Aides et voies de navigation, Garde côtière, Ottawa;
	Directeur général de la Sécurité des navires, Garde côtière, Ottawa.
Membre d'office:	Gestionnaire régional des Télécommunications et de l'Électronique de la région de l'Ouest, Garde côtière.

Demandes de documents

[Traduction]

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Si la question n° 4387 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, ce document serait déposé immédiatement.

Monsieur le Président, je demande que les autres questions soient réservées.

• (1540)

M. le vice-président: La Chambre désire-t-elle que la question n° 4387 soit réputée transformée en ordre de dépôt de document?

Des voix: D'accord.

[Texte]

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

Question n° 4387—**M. McKenzie:**

1. Au cours a) de 1979, b) de 1980, c) de 1981, d) des six premiers mois de 1982, combien (i) de francophones (ii) d'anglophones unilingues la Gendarmerie royale du Canada a-t-elle embauchés ou promus dans chaque province ou territoire?

2. Au cours a) de 1979, b) de 1980, c) de 1981, d) des six premiers mois de 1982, combien (i) de francophones (ii) d'anglophones bilingues la Gendarmerie royale du Canada a-t-elle embauchés ou promus dans chaque province ou territoire?

3. Au cours a) de 1979, b) de 1980, c) de 1981, d) des six premiers mois de 1982, à combien (i) de francophones (ii) d'anglophones unilingues la Gendarmerie royale du Canada a-t-elle refusé un poste ou une promotion dans chaque province ou territoire?

4. Au cours a) de 1979, b) de 1980, d) de 1981, d) des six premiers mois de 1982, combien (i) de francophones (ii) d'anglophones bilingues la Gendarmerie royale du Canada a-t-elle refusé un poste ou une promotion dans chaque province ou territoire?

5. Au cours a) de 1979, b) de 1980, c) de 1981, d) des six premiers mois de 1982, combien (i) de francophones (ii) d'anglophones unilingues ont postulé un emploi à la Gendarmerie royale du Canada dans chaque province ou territoire?

6. Au cours a) de 1979, b) de 1980, c) de 1981, d) des six premiers mois de 1982, combien (i) de francophones (ii) d'anglophones bilingues ont postulé un emploi à la Gendarmerie royale du Canada dans chaque province ou territoire?

(Le document est déposé.)

* * *

[Traduction]

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, je demande que tous les autres avis de motion portant production de document réservés.

M. le vice-président: Les autres avis de motion sont-ils réservés?

Des voix: D'accord.

M. le vice-président: On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire. Les autres questions sont-elles réservées?

Des voix: D'accord.